

Proposition de prorogation du règlement d'exemption par catégorie dans le secteur automobile et mises à jour des lignes directrices supplémentaires
Note explicative

1. INTRODUCTION

En juillet 2022, la Commission a publié, afin de permettre au public de formuler des observations, un projet de règlement prolongeant la période de validité du règlement 461/2010 (ci-après le «RECSA»)¹, ainsi qu'un projet de communication modifiant la communication de la Commission contenant les lignes directrices supplémentaires (ci-après les «LDS»)². Ces deux projets reflètent les changements que la Commission se propose de mettre en œuvre à la suite de son évaluation du régime RECSA³, dont les conclusions sont exposées dans le rapport d'évaluation⁴, ainsi que dans le document de travail des services de la Commission⁵, tous deux publiés le 28 mai 2021.

Le RECSA exempté les accords verticaux relatifs aux conditions dans lesquelles les parties peuvent acheter, vendre ou revendre des pièces de rechange ou fournir des services de réparation et d'entretien de véhicules automobiles de l'application de l'article 101, paragraphe 1, du traité, sous réserve de certaines limitations. Les LDS exposent les principes sur lesquels se fonde l'appréciation, au titre de l'article 101 du traité, des questions particulières qui se posent dans le cadre de tels accords.

Dans l'ensemble, l'évaluation clôturée le 28 mai 2021 a montré que le régime RECSA avait été utile et restait pertinent pour les parties prenantes. L'évaluation a également démontré que si le marché automobile était susceptible d'évoluer dans les années à venir, il n'avait pas connu, au cours de la dernière décennie, d'évolution significative qui justifierait une révision majeure du régime RECSA. L'évaluation a toutefois révélé qu'une mise à jour était nécessaire pour tenir compte de l'importance que l'accès aux données générées par les véhicules était susceptible d'avoir en tant que facteur de concurrence.

À la lumière de ces constatations, la Commission propose: i) de prolonger la durée du RECSA de cinq ans (soit jusqu'au 31 mai 2028); et ii) d'apporter des mises à jour limitées et ciblées aux LDS.

2. LE PROJET DE RÈGLES PROPOSÉ

¹ Règlement (UE) n° 461/2010 de la Commission du 27 mai 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO L 129 du 28.5.2010, p. 52).

² Communication de la Commission intitulée «Lignes directrices supplémentaires sur les restrictions verticales dans les accords de vente et de réparation de véhicules automobiles et de distribution de pièces de rechange de véhicules automobiles» (JO C 138 du 28.5.2010, p.16).

³ Le régime RECSA se compose des éléments suivants: i) le règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (ci-après le «règlement d'exemption») et les lignes directrices sur les restrictions verticales (ci-après les «LDRV»); et ii) les dispositions relatives à l'exemption par catégorie propre à un secteur, telles que prévues dans le RECSA et LDS, applicables à la distribution de pièces de rechange et aux services de réparation et d'entretien de véhicules automobiles.

⁴ COM(2021) 264 final.

⁵ SWD(2021) 112 final.

a. Projet de règlement prolongeant la validité du RECSA

L'évaluation a montré que, bien que l'environnement concurrentiel sur les marchés automobiles n'ait pas beaucoup changé depuis 2010, le secteur était désormais soumis à des pressions pour s'adapter: i) à l'évolution technologique, notamment à l'importance croissante des données générées par les véhicules; ii) à la pression constante exercée pour réduire les émissions et passer à des carburants et à des groupes motopropulseurs plus respectueux de l'environnement; et iii) à des changements dans les schémas de mobilité. L'évaluation a montré que certains segments du secteur connaîtraient dès lors une évolution rapide au cours des prochaines années et que cela aurait une incidence (non encore quantifiable) sur les conditions de concurrence. Certains des changements qui n'apparaissent qu'aujourd'hui devraient se concrétiser davantage entre 2025 et 2030.

Dans ce contexte, la Commission propose de prolonger de cinq ans le RECSA actuel. Certains des changements qui se dessinent actuellement pourront ainsi se consolider et la Commission sera mieux à même de réévaluer la situation au regard de la nouvelle réalité du marché.

En conséquence, la Commission propose un projet de règlement de la Commission modifiant le RECSA en ce qui concerne son champ d'application temporel, à savoir pour prolonger sa validité jusqu'au 31 mai 2028. Parallèlement, la Commission propose d'introduire une obligation renouvelée de surveiller l'application du RECSA et de l'évaluer avant son expiration, conformément aux lignes directrices pour une meilleure réglementation⁶.

Aucune autre modification du règlement existant n'est proposée.

b. Projet de communication modifiant les LDS

À l'heure actuelle, bien que les LDS traitent en détail des principes de concurrence applicables, en vertu de l'article 101 du traité, à d'autres intrants essentiels pour la réparation des véhicules, tels que les outils, la formation et les informations techniques, elles ne font pas explicitement référence aux données générées par les véhicules.

L'évaluation ayant révélé qu'une mise à jour était nécessaire pour refléter l'importance que l'accès aux données générées par les véhicules était susceptible d'avoir en tant que facteur de concurrence, le projet de communication étend les principes déjà en place pour la fourniture d'informations techniques, d'outils et de formations, afin qu'ils couvrent explicitement les données générées par les véhicules qui sont nécessaires à la fourniture de services de réparation et d'entretien. Ces modifications permettront aux entreprises de mieux cerner la manière dont la Commission considère les questions liées à l'accès aux données générées par les véhicules lors de l'évaluation des accords verticaux entre les constructeurs automobiles et leurs réseaux agréés au titre de l'article 101 du traité. Ces modifications sont mises en œuvre au moyen des modifications proposées aux points 60 à 68 des LDS en vigueur.

Outre ce qui précède, le projet de communication introduit des mises à jour des références juridiques figurant dans les LDS, à savoir: i) en mettant à jour les renvois au règlement d'exemption et aux LDRV avec les références appropriées aux nouveaux textes qui les remplaceront; ii) en alignant le contenu de certains points des LDS sur les dispositions du nouveau règlement d'exemption et des nouvelles LDRV; et iii) en mettant à jour les renvois à

⁶ Voir le chapitre III des [lignes directrices pour une meilleure réglementation](#) et le [Tool #44](#) de la boîte à outils pour une meilleure réglementation de 2021.

la législation relevant de la compétence de la DG GROW qui a été remplacée par de nouveaux textes ou abrogée. Ces mises à jour garantiront la cohérence entre les instruments d'action pertinents et aideront les parties prenantes à appliquer les LDS.